

Effectifs Personnels et Matelas au Sol : Tout le monde a le sentiment d'être à terre !

Le 5 Octobre 2023

La situation des personnels de Surveillance dans les services est plus que catastrophique, cela fait un moment qu'on le dénonce dans la plus totale indifférence de notre hiérarchie qui est même capable de nous indiquer que la DISP de Lyon est presque « chouchoutée » par la DAP sur le nombre de postes octroyés aux Surveillants en CAP.

Voilà une situation qui ne trouve pas écho dans les structures de la DISP tant les effectifs de surveillants sont à la corde, usés jusqu'au trognon par les conditions de service qui leur sont imposées. Ici où là, des Officier vont jusqu'à faire des nuits sur des postes de Surveillants ou de gradés.

**La magie de la technocratie c'est de parvenir à nier une réalité évidente pour tous,
sauf pour leurs tableurs excel !**

Même la contrôleure générale des lieux de privation de liberté (CGLPL) semble partiellement avoir compris que les personnels sont en difficulté. Dans son avis du 25 Juillet 2023 publié au JO, elle sait reconnaître que « *Les agents de l'administration pénitentiaire sont, au même titre que les détenus, exposés aux risques sanitaires liés à l'insalubrité des locaux et à ceux de violence induits par la surpopulation. A ces risques s'ajoute leur propre incapacité à répondre aux demandes d'une population pénale par trop nombreuse* ».

Elle constate que les mesures prises pour endiguer la surpopulation sont inefficaces, l'augmentation du nombre de places de prisons n'y change rien, et « *les alternatives à l'incarcération manquent leur objectif* ».

Tout ça, traduit sur le terrain, ça nous donne des taux de sur-occupation records et des conditions de vie au travail pour tous, délétères. Les agents sont au bord du gouffre !

L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon sera encore traitée d'affabulatrice et pourquoi pas, de complotiste tant qu'on y est, parce que nous faisons remonter depuis quelques temps déjà, que **la rupture** nous guette à plus ou moins brève échéance.

Personne aux manettes de cette administration en perdition, ne prend à bras le corps ce problème qui va être encore plus central à quelques mois du coup d'envoi des JO 2024 qui risquent fort de porter l'estocade à un ensemble de services (SPIP compris bien sûr) complètement exsangues et au bout du rouleau. Ceux ci auront en effet pour conséquence de faire monter encore, la barre record (olympique) de la sur-population pénale.

Pour **L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon**, les mesures autorisant le recrutement des contractuels relèvent de l'escroquerie intellectuelle et ne permettront en rien d'absorber les lourdes carences en personnels et à

un retour à la normale dans les structures. La sécurité n'est plus assurée dans nos établissements, l'administration devra assumer ses responsabilité en cas d'incident majeur !

A cette date, le nombre de vacances officielles de Surveillants recensées par le ministre était de 333 pour la région Rhône Alpes Auvergne.

Selon **L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon**, ce chiffre est loin des constats que les différentes feuilles d'appel nous montrent. Entre les « filtres » du DIOS et ceux de l'administration centrale, on peut dire trivialement qu'il y a de la perte en ligne avec ce que montre la réalité.

Pas étonnant que tous les DI successifs depuis plus de 10 ans, refusent de faire passer à **L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon**, les tableaux nominatifs de chaque structure afin de croiser leurs données avec les nôtres et faire un véritable point sur les besoins en effectifs en mettant à plat des situations administratives de personnels qui sont fausses.

En parallèle du problème des carences en personnels, **le nombre de matelas au sol était de 357** au dernier recensement. Là encore, on peut estimer que ce chiffre est inférieur à la réalité, certains établissements semblant remonter des éléments chiffrés non conformes à la réalité.

On constate que régulièrement sont installés de nouveaux lits dans des cellules pour faire baisser le nombre de matelas au sol, les détenus, eux, souvent survoltés par cet entassement en cellule sont bel et bien présents à la charge des personnels.

L'administration Pénitentiaire nous montre chaque jour qu'elle tente de minimiser autant que faire se peut les réalités qui se vivent sur les terrains et qui sont de plus en plus problématiques.

La souffrance au travail engendrée par ces situations s'accroît encore à cause du comportement de certains cheffailons incapables de gouverner leurs structures autrement que par la violence.

Avec tout ça, **L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon** reste admirative que nos technocrates ne comprennent pas comment il se fait que les emplois pénitentiaires ne soient pas attractifs.

Si hier, les personnels pénitentiaires pouvaient inciter leurs enfants à entrer en pénitentiaire, quel père ou quelle mère connaissant la détention et tous ses fonctionnements, conseilleraient aujourd'hui à son fils ou à sa fille, de devenir Surveillant(e) ?

Pour 1800 balles par mois, prendre de l'huile bouillante ou des coups dans la figure, avoir un service avec jusque 100 heures supplémentaires par mois incluant du travail de nuit, les WE et jours fériés, sans pouvoir avoir une période de vacances juillet Août tous les ans et être managé par des directions de plus en plus intransigeantes pour ne pas dire plus dans certains cas,

c'est vrai que ça fait rêver !!!

Pour **L'UR UFAP UNSa Justice** de LYON

Le secrétaire général, D.VERRIERE

ur.lyon@ufap.fr